

dat de bovenvermelde beslissing deze doelstellingen niet bereikt omdat zij enerzijds voorlopige tarieven oplegt, onderworpen, indien nodig, aan aanpassing in de toekomst en anderzijds enkel betrekking heeft op de bestaande vervoersinstallaties, met als gevolg dat de realisatie van toekomstige investeringen, waarvan sommige reeds gedeeltelijk zijn aangevat, zal leiden tot belangrijke en permanente variaties van de doorvoertarieven;

dat door het neutraliseren van talrijke doorvoerovereenkomsten die een belangrijk element vormen van de bevoorradingszekerheid in gas van de Lidstaten van de Europese Unie, bovenvermelde beslissing een weerslag heeft op zowel de stabiliteit van de markt als op de projecten van uitbreiding van investeringen inzake doorvoer die aan België een centrale rol garanderen op internationaal niveau als doorvoerland; en is bijgevolg tegengesteld aan het Energiebeleid van het land m.b.t. doorvoeractiviteiten van aardgas dat België wenst aan te moedigen;

dat bovenvermelde beslissing geen rekening heeft gehouden met de bedoeling van de Regering, nochtans officieel medegeedeeld aan de CREG, om, door de integratie van de hiervoor vermelde objectieven, het specifiek tariefkader voor de doorvoeractiviteiten die, in zijn huidige vorm, aanleiding geven tot interpretatie;

Op de voordracht van Onze Minister van Klimaat en Energie en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De uitvoering van de beslissing (B)080515-CDC-656G/07 van 15 mei 2008 van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas is opgeschort.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 23 mei 2008.

Art. 3. Onze Minister van Klimaat en Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 mei 2008.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Klimaat en Energie,
P. MAGNETTE

que la décision susvisée n'atteint pas ces objectifs car d'une part, elle impose des tarifs provisoires sujets, le cas échéant, à rectification à l'avenir, et d'autre part, porte uniquement sur les installations existantes de transport, avec pour conséquence que la réalisation d'investissements futurs, dont certains sont déjà partiellement entamés, entraînera des variations importantes et permanentes des tarifs de transit;

qu'en neutralisant de nombreux contrats de transit existants, qui constituent un élément important de l'approvisionnement en gaz des Etats Membres de l'Union Européenne, la décision susvisée affecte la stabilité du marché ainsi que les projets d'expansion des investissements en matière de transit garantissant à la Belgique un rôle central au niveau international comme pays de transit; et est dès lors contraire à la politique énergétique du pays relative à l'activité de transit de gaz naturel que la Belgique veut promouvoir;

que la décision susvisée n'a pas tenu compte des intentions du Gouvernement, pourtant déclarées officiellement à la CREG, de compléter, en intégrant les objectifs ci avant, le cadre tarifaire spécifique des activités de transit qui - dans son état actuel - prête à interprétation;

Sur la proposition de Notre Ministre du Climat et de l'Energie et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'exécution de la décision (B)080515-CDC-656G/07 du 15 mai 2008 de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz est suspendue.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 23 mai 2008.

Art. 3. Notre Ministre du Climat et de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 mai 2008.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Climat et de l'Energie,
P. MAGNETTE

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1809

[2008/202032]

29 MAI 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, notamment les articles 5 à 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005 et 9 février 2006;

Considérant qu'il convient d'uniformiser les secteurs exclus du bénéfice des incitants prévus par le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, par le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites et moyennes entreprises et par le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés les 12 mars et 16 octobre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 octobre 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 44.187/2, donné le 19 mars 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 4, alinéa 1^{er}, 6^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, les chiffres « ,92.53 » sont insérés entre les chiffres « 92.11 » et le mot « et » et les mots « ainsi que des exploitations de curiosités touristiques; » sont ajoutés après les mots « 92.332 du code NACE-BEL ».

Art. 2. L'article 6, 1^o, du même arrêté est complété comme suit : « à l'exclusion des installations et équipements réalisés sur des véhicules à moteur ayant une masse de référence inférieure ou égale à 2 610 kg ».

Art. 3. L'article 6 du même arrêté est complété par les alinéas suivants :

« En ce qui concerne les équipements visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o, les coûts éligibles pour la mise en conformité avec la norme « Euro 5 » des véhicules tels que définis à l'article 1^{er} de la Directive 2005/55/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 septembre 2005 concernant la réception des véhicules utilitaires lourds au regard de leurs émissions (Euro IV et V), sont limités à 4.500 euros par équipement, sauf si ces coûts représentent l'achat de filtres à particules équipant ceux-ci.

La prime pour la mise en conformité avec la norme « Euro 5 » des véhicules, telle que visée à l'alinéa 2, est réservée aux petites ou moyennes entreprises relevant du secteur du transport. »

Art. 4. A l'article 8, § 1^{er}, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, 1^o, le pourcentage de « 20 % » est remplacé par le pourcentage de « 30 % »;

2^o à l'alinéa 1^{er}, 2^o, le pourcentage de « 25 % » est remplacé par le pourcentage de « 35 % »;

3^o à l'alinéa 1^{er}, 3^o, le pourcentage de « 30 % » est remplacé par le pourcentage de « 40 % »;

4^o l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 5. L'article 8, § 2, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les pourcentages visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o à 3^o, peuvent être augmentés d'un bonus déterminé comme suit :

1^o 5 % si la grande entreprise se situe dans les régions couvertes par l'article 87, § 3, c), du traité instituant la Communauté européenne telles que déterminées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 87, § 3, a) et c), du traité instituant la Communauté européenne et les plafonds fixés par les lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2007-2013;

2^o 10 % si la grande entreprise se situe dans les régions couvertes par l'article 87, § 3, a), du traité instituant la Communauté européenne telles que déterminées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 précité. »

Art. 6. L'article 8, § 3, alinéa 2, du même arrêté est abrogé.

Art. 7. A l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, § 2, alinéa 1^{er}, et § 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « et ne peut dépasser un million d'euros par entreprise sur quatre ans » sont abrogés.

Art. 8. A l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, § 2, alinéa 1^{er}, et § 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté les pourcentages de « 40 % » sont remplacés par les pourcentages de « 50 % ».

Art. 9. A l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, § 2, alinéa 2, et § 3, alinéa 2, du même arrêté les mots « et ne peut dépasser deux millions d'euros par entreprise sur quatre ans » sont abrogés.

Art. 10. L'article 9 du même arrêté est complété par un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Les pourcentages visés aux § 1^{er}, alinéa 2, § 2, alinéa 2, et § 3, alinéa 2, peuvent être augmentés d'un bonus déterminé comme suit :

1^o 5 % si la grande entreprise se situe dans les régions couvertes par l'article 87, § 3, c), du traité instituant la Communauté européenne telles que déterminées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 87, § 3, a) et c), du traité instituant la Communauté européenne et les plafonds fixés par les lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2007-2013;

2^o 10 % si la grande entreprise se situe dans les régions couvertes par l'article 87, § 3, a), du traité instituant la Communauté européenne telles que déterminées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 précité. »

Art. 11. Les articles 2 et 3 produisent leurs effets le 1^{er} juin 2007.

Art. 12. Le Ministre de l'Économie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 mai 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1809

[2008/202032]

29. MAI 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, insbesondere der Artikel 5 bis 8;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 und 9. Februar 2006;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, die Bereiche zu vereinheitlichen, die keinen Anspruch auf die Anreize haben, die in folgenden Bestimmungen vorgesehen sind: das Dekret vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- und Mittelbetriebe und das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe;

Aufgrund der am 12. März und 16. Oktober 2007 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. Oktober 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 19. März 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 44.187/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 4, Absatz 1, 6^o des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, wird der Wortlaut "mit Ausnahme der Klasse 92.11 und der Unterklasse 92.332 des NACE-BEL-Verzeichnisses" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "mit Ausnahme der Klasse 92.11, 92.53 und der Unterklasse 92.332 des NACE-BEL-Verzeichnisses und der Unternehmen, die touristische Sehenswürdigkeiten betreiben".

Art. 2 - Artikel 6, 1^o desselben Erlasses wird folgendermaßen ergänzt: "mit Ausnahme der Anlagen und Vorrichtungen, die auf Kraftfahrzeugen angebracht werden, deren Bezugsmasse höchstens 2 610 kg beträgt".

Art. 3 - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch folgende Absätze ergänzt:

"Was die in Absatz 1, 1^o erwähnten Vorrichtungen betrifft, sind die zulässigen Kosten für die Angleichung an die Norm "Euro 5" für die Fahrzeuge nach Artikel 1 der Richtlinie 2005/55/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 28. September 2005 über die Typgenehmigung von schweren Nutzfahrzeugen und Motoren hinsichtlich ihrer Emissionen (Euro IV und V) auf 4.500 Euro pro Vorrichtung begrenzt, außer wenn diese Kosten den Ankauf von Partikelfiltern darstellen, die zur Ausstattung dieser Fahrzeuge dienen.

Die Prämie für die Angleichung an die Norm "Euro 5" für Fahrzeuge im Sinne von Absatz 2 ist für die Klein- oder Mittelbetriebe, die dem Transportsektor angehören, vorbehalten."

Art. 4 - In Art. 8, § 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1^o in Absatz 1, 1^o wird der Prozentsatz "20%" durch den Prozentsatz "30%" ersetzt;

2^o in Absatz 1, 2^o wird der Prozentsatz "25%" durch den Prozentsatz "35%" ersetzt;

3^o in Absatz 1, 3^o wird der Prozentsatz "30%" durch den Prozentsatz "40%" ersetzt;

4^o Der 2. Absatz wird gestrichen.

Art. 5 - Artikel 8, § 2, 2. Absatz desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

"Die im 1. Absatz, 1^o bis 3^o, erwähnten Prozentsätze können um einen wie folgt festgelegten Bonus erhöht werden:

1^o 5% wenn der Großbetrieb sich in Gebieten befindet, die durch Artikel 87, § 3, c), des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft gedeckt sind, so wie im Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 87, § 3, a) und c) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft und der durch die Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2007-2013 festgelegt;

2^o 10% wenn sich der Großbetrieb in Gebieten befindet, die durch Artikel 87, § 3, a) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft gedeckt sind, so wie im vorgenannten Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 festgelegt."

Art. 6 - Artikel 8 § 3, 2. Absatz, desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 7 - In Artikel 9, § 1, 1. Absatz, § 2, 1. Absatz und § 3, 1. Absatz, desselben Erlasses wird der Wortlaut "und darf dieser Betrag eine Million Euro pro Betrieb für einen Zeitraum von vier Jahren nicht überschreiten" gestrichen.

Art. 8 - In Artikel 9, § 1, 1. Absatz, § 2, 1. Absatz und § 3, 1. Absatz wird der Prozentsatz "40%" durch den Prozentsatz "50%" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 9, § 1, 2. Absatz, § 2, 2. Absatz und § 3, 2. Absatz, desselben Erlasses wird der Wortlaut "und darf dieser Betrag zwei Millionen Euro pro Betrieb für einen Zeitraum von vier Jahren nicht überschreiten" gestrichen.

Art. 10 - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch einen § 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 4. Die in § 1, 2. Absatz, § 2, 2. Absatz, und § 3, 2. Absatz angegebenen Prozentsätze dürfen um einen wie folgt bestimmten Bonus erhöht werden:

1^o 5% wenn der Großbetrieb sich in den Gebieten befindet, die durch Artikel 87, § 3, c), des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft gedeckt sind, so wie im Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 87, § 3, a) und c) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft und der durch die Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2007-2013 festgelegt;

2^o 10% wenn sich der Großbetrieb in Gebieten befindet, die durch Artikel 87, § 3, a) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft gedeckt sind, so wie im vorgenannten Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 festgelegt."

Art. 11 - Die Artikel 2 und 3 werden am 1. Juni 2007 wirksam.

Art. 12 - Der Minister der Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 29. Mai 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 1809

[2008/202032]

29 MEI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, inzonderheid op de artikelen 5 tot 8;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005 en 9 februari 2006;

Overwegende dat voorzien moet worden in de uniformering van de sectoren die niet in aanmerking komen voor het voordeel van de incentives bedoeld in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen en in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 maart en 16 oktober 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 oktober 2007;

Gelet op het advies nr. 44.187/2 van de Raad van State, gegeven op 19 maart 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 4, eerste lid, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen worden de cijfers „92.53” tussen de cijfers „92.11” en het woord „en” ingevoegd en worden de woorden „alsook bedrijven voor toeristische bezienswaardigheden” na de woorden „92.332 van de code NACE-BEL” toegevoegd.

Art. 2. Artikel 6, § 1°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt : „met uitsluiting van de installaties en uitrustingen aangebracht op motorvoertuigen met een referentiemassa van 2 610 kg of minder”.

Art. 3. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende leden :

„Voor de uitrustingen bedoeld in het eerste lid, 1° worden de kosten die in aanmerking komen voor het in overeenstemming brengen met de norm „Euro 5” van de voertuigen omschreven in artikel 1 van richtlijn 2005/55/EG van het Europees Parlement en de Raad van 28 september 2005 betreffende de goedkeuring van zware bedrijfsvoertuigen wat hun emissies betreft (Euro IV en V) beperkt tot 4.500 euro per uitrusting, behalve als die kosten dienen voor de aankoop van deeltjesfilters waarmee ze uitgerust worden.

De premie voor het in overeenstemming brengen met de norm „Euro 5” van de voertuigen, zoals bedoeld in het tweede lid, is bestemd voor de kleine en middelgrote ondernemingen die onder de vervoerssector ressorteren. »

Art. 4. In artikel 8, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 1°, wordt het percentage „20 %” vervangen door het percentage „30 %”;

2° in het eerste lid, 2°, wordt het percentage „25 %” vervangen door het percentage „35 %”;

3° in het eerste lid, 3°, wordt het percentage „30 %” vervangen door het percentage „40 %”;

4° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 8, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

„De percentages bedoeld in het eerste lid, 1° tot 3°, kunnen verhoogd worden met een bonus die berekend wordt als volgt :

1° 5 % indien de grote onderneming gevestigd is in de regio's die het voorwerp zijn van artikel 87, § 3, c), van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap zoals bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 87, § 3, a) en c), van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2007-2013;

2° 10 % indien de grote onderneming gevestigd is in de regio's die het voorwerp zijn van artikel 87, § 3, a), van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap zoals bepaald bij voornoemd besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006. »

Art. 6. Artikel 8, § 3, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 9, § 1, eerste lid, § 2, eerste lid, en § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden „en mag het niet hoger zijn dan één miljoen euro per onderneming over een periode van 4 jaar” geschrapt.

Art. 8. In artikel 9, § 1, eerste lid, § 2, eerste lid, en § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt het percentage „40 %” vervangen door het percentage „50 %”.

Art. 9. In artikel 9, § 1, tweede lid, § 2, tweede lid, en § 3, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "en mag het niet hoger zijn dan twee miljoen euro per onderneming over een periode van 4 jaar" geschrapt.

Art. 10. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt :

" § 4. De percentages bedoeld in § 1, tweede lid, § 2, tweede lid, en § 3, tweede lid, kunnen verhoogd worden met een bonus die berekend wordt als volgt :

1° 5 % indien de grote onderneming gevestigd is in de regio's die het voorwerp zijn van artikel 87, § 3, c), van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap zoals bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 87, § 3, a) en c), van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2007-2013;

2° 10 % indien de grote onderneming gevestigd is in de regio's die het voorwerp zijn van artikel 87, § 3, a), van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap zoals bepaald bij voornoemd besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006."

Art. 11. De artikelen 2 en 3 treden in werking op 1 juni 2007.

Art. 12. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 mei 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 1810

[C — 2008/31268]

28 MEI 2008. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het model van formulier te gebruiken voor de indiening van de aanvraag van het statuut van beschermde afnemer bedoeld in artikel 6, § 1, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 oktober 2007 houdende de nadere bepaling van de specifieke criteria en de procedure betreffende de toekenning van het statuut van beschermde afnemer door de Reguleringscommissie voor energie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Renovatiepremies en Groenvoorzieningen,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 25octies, § 3, ingevoegd bij de ordonnantie van 14 december 2006;

Gelet op de ordonnantie van 1 april 2004 betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 20quinquies, § 4, ingevoegd bij de ordonnantie van 14 december 2006;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 oktober 2007 houdende de nadere bepaling van de specifieke criteria en de procedure betreffende de toekenning van het statuut van beschermde afnemer door de Reguleringscommissie voor energie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 6, § 1;

Gelet op advies 44.017/3 van de Raad van State, gegeven op 29 januari 2008, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Het model van formulier, te gebruiken voor de aanvraag van het statuut van beschermde afnemer, bedoeld in artikel 6, § 1, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 oktober 2007 houdende de nadere bepaling van de specifieke criteria en de procedure betreffende de toekenning van het statuut van beschermde afnemer door de Reguleringscommissie voor energie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wordt vastgesteld zoals in bijlage van dit besluit.

Art. 2. De Reguleringscommissie voor energie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is ertoe gemachtigd om elk jaar het referentiejaar, vermeld op het formulier, te wijzigen.

Brussel, 28 mei 2008.

Mevr. E. HUYTEBROECK

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 1810

[C — 2008/31268]

28 MAI 2008. — Arrêté ministériel arrêtant le modèle du formulaire à utiliser pour l'introduction de la demande de statut de client protégé visé à l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 octobre 2007 portant précision des critères spécifiques et de la procédure relatifs à l'attribution du statut de client protégé par la Commission de régulation pour l'énergie en Région de Bruxelles-Capitale

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée de l'Environnement, de l'Energie, de la Politique de l'Eau, des Primes à la Rénovation et des Espaces verts,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 25octies, § 3, inséré par l'ordonnance du 14 décembre 2006;

Vu l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 20quinquies, § 4, inséré par l'ordonnance du 14 décembre 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 octobre 2007 portant précision des critères spécifiques et de la procédure relatifs à l'attribution du statut de client protégé par la Commission de régulation pour l'énergie en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 6, § 1^{er};

Vu l'avis 44.017/3 du Conseil d'Etat, donné le 29 janvier 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, premier alinéa, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Le modèle du formulaire, à utiliser pour la demande du statut de client protégé, visée à l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 octobre 2007 portant précision des critères spécifiques et de la procédure relatifs à l'attribution du statut de client protégé par la Commission de régulation pour l'énergie en Région de Bruxelles-Capitale, est arrêté en annexe du présent arrêté.

Art. 2. La Commission de régulation pour l'énergie en Région de Bruxelles-Capitale est habilitée à modifier chaque année l'année de référence, indiquée sur le formulaire.

Bruxelles, le 28 mai 2008.

Mme E. HUYTEBROECK